

Carte d'un village temuan, réalisée par les habitant·es lors d'un atelier.

# LA CARTOGRAPHIE, OUTIL DE LUTTE DES PEUPLES AUTOCHTONES<sup>1</sup>

Aude Vidal  
*blog.ecologie-politique.eu*

Aude Vidal réalise des reportages sur des conflits environnementaux en Malaisie et Indonésie. Anthropologue, militante écologiste et féministe, autrice d'essais sur l'imprégnation des idées libérales en milieu militant, elle a coordonné la revue *l'An O2* et anime le blog *ecologie-politique.eu*.

Pour prouver aux juges leur présence de longue date, des communautés pratiquent la cartographie participative et recensent leurs lieux de culture, de cueillette, d'habitation et de culte. Une façon, aussi, de se rendre visibles et de s'émanciper d'un État malaisien qui les infantilise.

Au bout d'une heure de piste entre les plantations de palmiers à huile, nous voilà enfin sur une route goudronnée, au milieu de la forêt. Les panneaux avertissent de possibles passages d'éléphants et leurs excréments encore frais au milieu de la chaussée confirment cette présence. L'entrée du parc naturel national d'Endau-Rompin, le deuxième plus grand de Malaisie occidentale, est au bout de la route, à côté d'un village jakun, population autochtone du sud de la péninsule Malaise. Les maisons sont modestes, les environs plantés d'arbres et les habitant·es sillonnent le village sur leurs scooters. Nous sommes à Kampung Peta, le village le plus en amont de la rivière Endau, qui se jette dans la mer de Chine méridionale.

À une heure et demie du premier bourg, les opportunités économiques sont rares. Il y a peu d'agriculture vivrière à Kampung Peta et les terres sont dédiées à la culture de l'hévéa. Le latex ne rapporte guère et les fruits et légumes sont difficiles à protéger des intrusions des sangliers, singes et éléphants. Comme beaucoup de sa génération, Sima, une jeune femme qui travaille à temps partiel au parc national, ne souhaite pas quitter son village même s'il est difficile d'y gagner un revenu décent : « Si tu habites en ville, il faut tout payer, tout passe par l'argent. Tu ne peux pas chasser le sanglier,

---

1. Ce reportage a été publié dans une première version en novembre 2019 dans la revue *l'Âge de faire* puis sur *visionscarto.net*.



récolter les herbes sauvages comme on fait ici. Sans la forêt, je serais vraiment pauvre. Sans la forêt, nous n'aurions plus rien.» La forêt, en partie réserve forestière et en partie parc national, apporte à la communauté une manne touristique très inégalement distribuée, entre celles et ceux qui connaissent suffisamment l'anglais pour emmener des touristes occidentaux en excursion, comme Sima, et les autres. Ceux-là dépendent de terres agricoles à la superficie limitée. Pour compléter leur revenu ou parce qu'ils n'ont pas de terres, ils collectent en forêt du rotin, une palme avec laquelle on fabrique fauteuils et paniers. Ils atteignent difficilement les deux tiers d'un salaire minimum malaisien alors même que l'éloignement augmente le coût de la vie. Pour accompagner la croissance démographique du village, il faudrait ouvrir d'autres parcelles agricoles sur la forêt, mais celle-ci est protégée et les autorités contiennent les autochtones dans des réserves devenues trop petites.

### **Des réserves autochtones trop étroites**

Avant l'arrivée des Malais et des colons britanniques, les Jakun vivaient dans un espace autrement plus vaste, dans toute la vallée de l'Endau, de la pointe du mont Janing à celle de Bukit Peta. Les Orang Asli (ou «êtres humains naturels», peuples autochtones de Malaisie occidentale auxquels appartiennent les Jakun) sont constitués d'une vingtaine de groupes. Certains sont chasseurs-cueilleurs et plantent arbres fruitiers et tubercules au sein même de la forêt. D'autres sont plutôt essarteurs : ils pratiquent une agriculture sur brûlis adaptée à des sols pauvres. Les Jakun ont longtemps cultivé en brûlant des parcelles de forêt secondaire qu'ils laissaient ensuite se régénérer pendant une ou deux décennies. Tous ces groupes font usage de la forêt primaire pour la chasse, la collecte de plantes, de champignons, de miel, de plantes médicinales, de produits forestiers comme le rotin, le camphre ou le dammar, une résine naturelle. Ils y plantent des arbres fruitiers, durian ou *petai* (un fruit et un haricot au goût et à l'odeur

saisissantes, très prisés des Malaisien·nes). La forêt et la rivière sont également les lieux où s'enracine leur vie spirituelle. Ce mode de vie, qui suppose un usage très extensif de la forêt, fait l'objet d'attaques régulières de la part des autorités du pays. Première exportatrice de bois tropicaux dans les années 1980, aujourd'hui championne de la production d'huile de palme malgré une superficie de moitié plus petite que la France, la Malaisie n'aime ni sa forêt ni ses peuples autochtones, en particulier les Orang Asli de la péninsule.

Ceux-ci constituent environ 0,7% de la population, parmi les plus pauvres. Elles et ils sont sédentarisé·es, regroupé·es dans des villages comme ceux de Kampung Peta depuis l'insurrection communiste et l'état d'urgence qui a suivi pendant 12 longues années (1948-1960) dans la jungle de la péninsule. Les Britanniques, puis les Malais au pouvoir ont pris l'habitude de les administrer en vertu de textes de loi spécifiques. Les vastes terres dont ces peuples autochtones tirent leur subsistance n'ont jamais fait l'objet d'aucune reconnaissance en droit et cette absence de titre leur vaut aujourd'hui d'être contenus dans des réserves autochtones constituées de seules terres agricoles, trop étroites pour y pratiquer leurs méthodes culturelles traditionnelles. Ailleurs qu'à Kampung Peta, la déforestation et les plantations de palmiers polluent les rivières et détruisent la forêt, c'est-à-dire qu'elles les privent d'une partie de leurs ressources. La situation est d'autant plus inquiétante pour les peuples qui ne vivent que de chasse, de pêche et de collecte de produits forestiers.

### **« Faire ces cartes, c'est partager l'histoire des peuples »**

Les Orang Asli s'engagent peu à peu dans un bras de fer pour la défense de leurs terres : action directe non violente et défense de leurs droits fonciers devant les tribunaux, village après village, en s'appuyant sur la cartographie de leurs terres. Jef a presque 30 ans et un bon niveau d'anglais. Il appartient au peuple jah-

hut et cultive des bananes dans l'État de Pahang trois semaines par mois. La quatrième semaine, il anime un projet de cartographie communautaire, forme les enquêteurs, va sur le terrain et produit des cartes utilisées dans les procès que des groupes autochtones intentent aux États. 70 villages ont suivi la démarche et 10 d'entre eux sont devant les tribunaux. Il s'agit de démontrer les usages qui ont été faits des terres par les communautés, en répertoriant lieux d'habitation, lieux de culte animiste, tombes, arbres fruitiers, toutes traces tangibles de la présence des Orang Asli, et ce, en les faisant apparaître sur une carte. Ces terres ne font pas l'objet de revendications sans fondement, ce sont bien des territoires vécus, et de longue date. Les milliers de journées de marche à la recherche de sanglier ou de rotin, la familiarité des personnes avec leur forêt, tout cela ne peut être mis en cartes, mais, malgré tout, selon Jef, «faire ces cartes, c'est partager l'histoire des peuples autochtones».

## Arpenter les terres, GPS en main

Kampung Peta a été l'un des premiers territoires cartographiés. Les villageois·es jakun ont ainsi pu tenir tête à la direction du parc national, qui souhaitait les priver de l'accès à une partie de leurs terres. La situation est plutôt favorable, d'après Jef, les juges étant souvent convaincu·es du bon droit des communautés autochtones. La victoire de Kampung Peta a été obtenue entre autres grâce aux efforts des villageois·es pour établir la carte de leurs terres traditionnelles. Machang, un homme de presque 50 ans qui vit d'une parcelle d'hévéas louée à sa sœur, a participé à cette initiative. Comme lui, une vingtaine de personnes du village ont arpenté les terres, GPS en main, d'une pointe à l'autre des collines qui délimitent la vallée de l'Endau. Elles ont répertorié chaque lieu sacré, chaque tombe et chaque trace de terres cultivées (un jardin abandonné, un arbre fruitier) sur un carnet papier en notant la description du lieu sur une page et les coordonnées GPS sur l'autre.

D'autres ont entré les informations dans un système d'information géographique (SIG). Machang garde un souvenir ému de cette aventure : «Jef est mon maître, ce mec est un génie!»

Jef a appris le métier à Sabah, dans la partie malaisienne de Bornéo, auprès de groupes autochtones bien organisés, et le transmet désormais en Malaisie occidentale. Après avoir travaillé avec les villageois·es de Kampung Peta il y a quelques années, il a animé en avril 2019 l'un de ses nombreux ateliers de formation avec une autre communauté rurale à Ulu Beranang Jeramkedah, un village temuan dans l'État de Negeri Sembilan, non loin de Kuala Lumpur. Mimi, une jeune femme temuan, prend en charge avec une femme du village l'organisation de cette rencontre de trois jours. Cette activiste, déjà croisée dans une formation de la branche malaisienne des Amis de la Terre (Sahabat Alam Malaysia) pour les «défenseurs de territoires» autochtones, voudrait convaincre son village de s'engager dans une telle démarche, mais le *batin*, le chef coutumier, refuse – comme c'est le cas dans une moitié des villages contactés. En attendant, elle aide donc les autres communautés à s'organiser.

## Du dessin à la gestion de données

Ce sont d'abord des rivières qui surgissent sur les grandes feuilles blanches, et puis des maisons et des cultures. Entre le brouillon au crayon papier et la version définitive au feutre, il faut bien une heure ou deux pour se mettre d'accord sur ce qu'on va représenter, et comment. C'est le premier moment d'une formation qui va durer trois jours. Elle a lieu après des premiers contacts favorables, mais avant la décision des villageois·es de s'engager dans la démarche. Une manière de s'assurer que tout le monde sait ce dont il est question et ne se laisse pas intimider par une tâche dont Jef s'attache à montrer qu'elle est accessible. Les villageois·es ont, pour les plus jeunes, l'usage régulier de

leur smartphone et peuvent vite apprendre à manier un GPS.

Le premier soir, Jef présente les cartes élaborées par d'autres communautés, puis les participant·es sont invité·es à produire des cartes participatives par petits groupes. Il y a à peine plus de femmes que d'hommes. Dans ces communautés autochtones où l'égalité entre les sexes s'érode sous le coup de la modernisation, elles prendront en charge une grande part de l'organisation, tandis qu'eux formeront le gros des arpenteurs. Avec le GPS et les systèmes de SIG, leurs cartes dessinées à la main vont prendre une nouvelle dimension. Les deux journées suivantes sont consacrées à apprendre le fonctionnement des techniques de cartographie, pas à pas, de l'arpentage à la gestion des données. Après cela, la communauté pourra choisir de s'engager ou pas dans la cartographie de son territoire. Et d'utiliser éventuellement la carte qu'elle aura produite pour défendre ses droits à la terre.

C'est une entreprise américaine du numérique qui finance ce projet de *pemetaan komuniti* (cartographie communautaire), en collaboration avec JOAS (Jaringan Orang Asal SeMalaysia, le réseau des peuples autochtones de Malaisie) et COAC (Centre for Orang Asli Concerns), une organisation qui ne travaille que dans la péninsule. La multinationale, philanthrope quand ça l'arrange, a déjà contribué à un projet de carte mené par l'université du Maryland<sup>2</sup>, qui documente la déforestation depuis l'année 2000 dans le monde entier. Elle met ici à disposition le matériel nécessaire et finance chaque atelier à hauteur de 500 euros, qui servent à prendre en charge la nourriture de presque cent personnes pendant trois jours. Jef souhaite rester bénévole et former d'autres formateurs et formatrices qui prendront son relais.

Les Orang Asli bénéficient également de soutiens dans la société civile, particulièrement des écologistes,

qui tentent avec elles et eux de protéger ce qu'il reste de forêt dans la péninsule, et d'une partie du barreau malaisien, dont les membres les accompagnent bénévolement dans la suite de la démarche, c'est-à-dire la reconnaissance de leurs droits devant les tribunaux. La bonne volonté des juges est encourageante, mais celle du pouvoir politique est plus douteuse.

## Résistances d'est en ouest

Depuis 2016, des communautés temiar (un peuple connu pour sa culture non violente) bloquent par intermittence des chantiers forestiers. La déforestation toujours en cours menace les peuples autochtones de la péninsule, mais aussi les autres populations rurales, toutes subissant les inondations et effondrements de terrain qui s'ensuivent pendant la saison des pluies. Malgré des déclarations d'intention et quelques gestes entre 2018 et 2020, le gouvernement fédéral s'est montré incapable d'encadrer les politiques des États qui émettent les licences d'exploitation forestière et bénéficient de ces revenus.

Les peuples autochtones de Malaisie orientale, sur l'île de Bornéo, pratiquent depuis les années 1980 ces méthodes de lutte contre la déforestation que sont les blocages de routes et les procès contre l'État. Ils représentent plus de deux millions de personnes et une majorité de la population locale. L'organisation de la résistance des Orang Asli de la péninsule a été plus lente et plus difficile, eux qui sont moins de 200 000 et héritent d'une longue histoire de domination de la part des sultanats malais. Les Orang Asli s'inspirent désormais des luttes de Bornéo et réclament un nom commun aux deux groupes : Orang Asal, «les êtres humains originaires».



Conseil de village à Kampung  
Peta, septembre 2018.



Premier jour de la formation  
à la cartographie, Ulu Beranang  
Jeramkedah, avril 2019.

Premier atelier de cartographie,  
Ulu Beranang Jeramkedah,  
avril 2019.



## Regards situés

Ce reportage fait suite à un travail de recherche sur l'économie de Kampung Peta en 2019 et à un engagement avec des activistes malaisien·nes depuis 2014. Française blanche travaillant dans un pays du Sud, parlant laborieusement le malais, je me suis plus d'une fois demandée ce que ma recherche pouvait apporter à leurs causes. D'autant que la Malaisie, tout en accueillant chercheuses et chercheurs de pays occidentaux, est riche d'activistes et d'intellectuel·les qui pensent ensemble les droits des peuples autochtones. J'ai cité dans le reportage Sahabat Alam Malaysia et le Centre for Orang Asli Concerns animé par l'anthropologue Colin Nicholas. Il me faut en outre mentionner les anthropologues Rusalina Idrus et Shanthi Thambiah (Universiti Malaya) ainsi que Lye Tuck-Po (Universiti Sains Malaysia) qui m'ont toutes trois épaulée à des degrés divers.

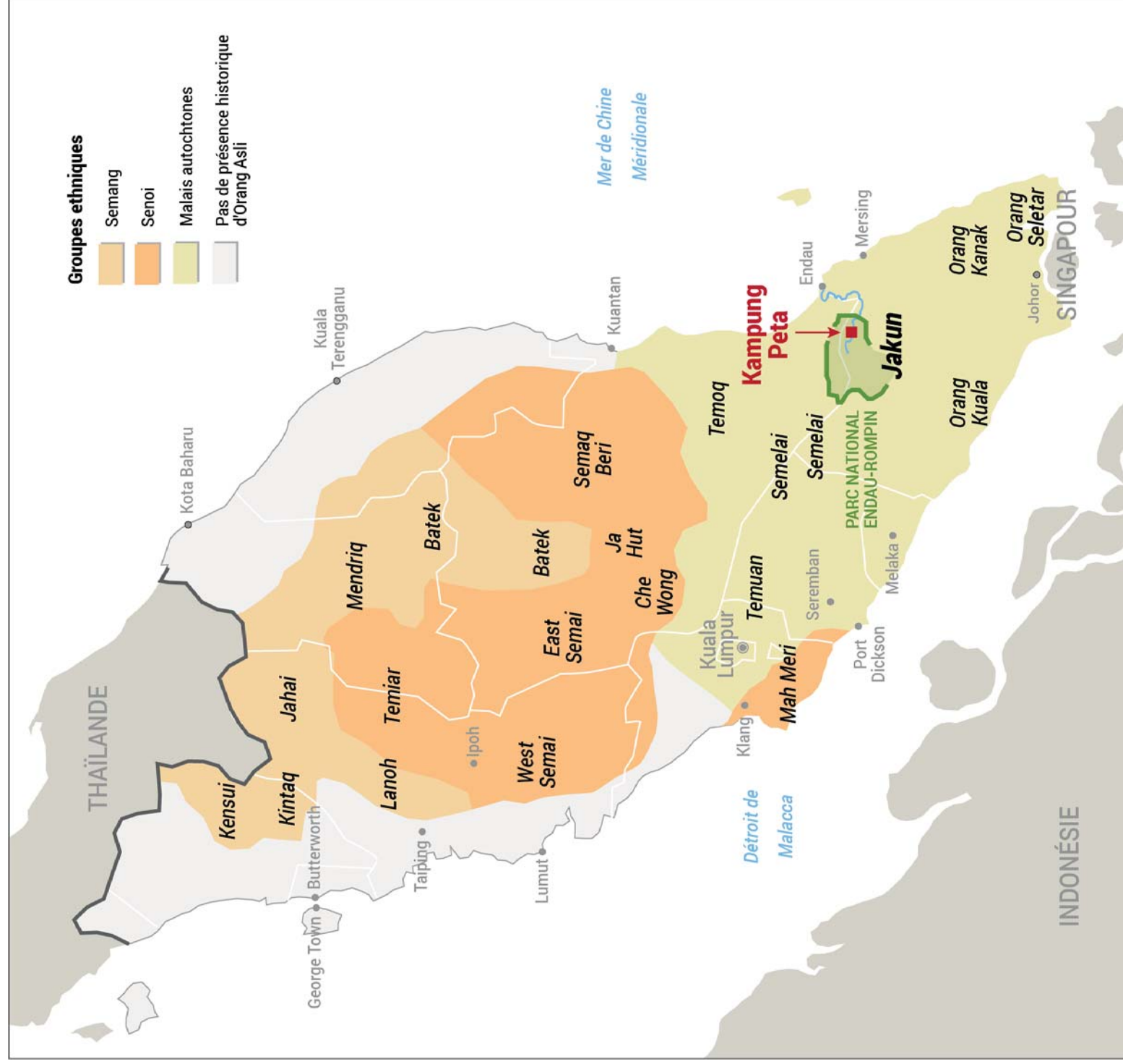
Un regard sur la littérature académique produite en Malaisie au sujet des Orang Asli m'a toutefois permis de modérer mes scrupules. Nombre d'articles, dans une part que j'aurais du mal à évaluer, sont des textes indigents, étalant des idées communes et des préjugés offensants sur ces peuples perçus comme rétrogrades ou paresseux. Si mon regard n'est pas indemne des siècles de domination européenne, le regard de certaines chercheuses et chercheurs malaisien·nes est empreint d'un caractère toujours très colonial. J'assume donc une position d'alliée, à coup sûr maladroite, mais attentive à la défense de la dignité de ces peuples.

## Références

M. C. Hansen *et al.*, «High-Resolution Global Maps of 21st-Century Forest Cover Change» dans *Science*, 342/6160, 2013, p. 850-853.

Photographies par Aude Vidal.





Carte de localisation de Kampung Peta en Malaisie  
par Philippe Rekacewicz.

